A la quête des racines du mal :
Réflexions sur la genèse de la crise financière et économique actuelle et ses principaux symptômes

Dr Mohamed HAISSOUNE

Professeur à la FSJES de Settat

"Cette crise inachevée est d'abord un drame pour ceux qui ont perdu ou risquent de perdre leur emploi. Elle crée aussi une « fenêtre de tir » pour corriger les excès de la finance virtuelle, redéfinir les règles du jeu de la finance mondiale en ayant en tête les exigences de stabilité, de transparence et d'éthique, et pour élaborer une nouvelle gouvernance mondiale."

C. BOISSIEU, (in LACOSTE O., 2009 p. 9)

Mots clés :

Crise financière et économique – origines structurelles de la crise – origines directes de la crise financière –Subprimes – surliquidités –aggravation des déséquilibres macroéconomiques

Résumé de l'article

Le présent article cherche à mettre en exergue les principales origines de la crise financière et économique qui s'est éclatée à partir de l'été 2007 et qui continue d'occuper les devants de la saine économique et financière. Pour ce faire, on peut relever deux grands types de causes : les premières que nous taxons de « structurelles » car inhérentes au fonctionnement même du système capitaliste ; les secondes sont à rechercher dans les événements et les faits économiques et sociaux qui ont marqué la première décennie du XXIe siècle.

Pour mieux appréhender cette crise et ses particularités, il s'est également avéré nécessaire de mettre la lumière sur ses expressions les plus mémorables notamment la faillite d'un grand nombre d'établissements bancaires ou financiers de renom et l'aggravation des déséquilibres macroéconomiques notamment le chômage.

En somme, la crise financière a entraîné le ralentissement économique pluriannuel le plus grave de l'histoire récente du capitalisme mondialisé à tel point que la reprise économique ne semble pas encore se pointer à l'horizon même de moyen terme.

INTRODUCTION

L'histoire du système capitaliste est jalonnée de périodes de crises récurrentes dont la gravité varie d'une crise à une autre. Le présent article s'intéresse à la problématique des origines et des expressions de la crise financière et économique actuelle qui, en fait, s'est éclatée au grand jour à partir de l'été 2007[1] et qui, dans un premier temps, s'est installée au niveau de la sphère financière avant de se propager ensuite, comme une traînée de poudre, à tout l'environnement économique.

C'est une véritable « crise systémique » en ce sens que les faillites des entreprises –tous secteurs confondus– mais surtout celles des banques et autres établissements financiers, s'enchaînent et s'entraînent comme par un effet domino. C'est aussi « *la crise la plus grave depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Rétrospectivement, le krach de 1987, la crise asiatique de 1997 ou l'affaire Enron paraissent seconds en comparaison de ce qui se passe depuis le milieu de 2007.* ». (*Christian de Boissieu in LACOSTE Olivier, 2009, p.7*)

Dans le dessein d'appréhender la problématique de la genèse et des symptômes les plus marquants de la crise actuelle, nous avons privilégié deux axes de recherche :

- Dans un premier temps, nous nous intéresserons *aux origines de la crise financière et économique* des ces dernières années. Dans ce cadre donc et parallèlement aux facteurs structurels inhérents au système capitaliste et favorisant l'apparition des crises, nous allons nous attacher en particulier à des événements marquants de ce début du XXI[e] siècle, telles la seconde guerre du Golfe, la surliquidité des banques américaines –et plus généralement occidentales– et toutes les conséquences qui en ont découlé et qui ont concouru directement à l'éclatement de la crise.

- Dans un second axe et dans le même ordre d'idées, on se posera la question sur les *principales expressions* de la crise notamment la faillite d'une kyrielle de banques et autres institutions financières –et non des moindres– ainsi que l'aggravation des déséquilibres macroéconomiques notamment le chômage.

AXE I – De la genèse du mal : une approche synoptique des origines de la crise financière et économique (2008)

A souligner d'emblée que les origines des crises financières et a fortiori économiques, sont toujours à la fois multiples, variées et interdépendants ; agissant simultanément mais dans des proportions variables. Toutefois, notre prétention, dans le cadre du présent article, ne dépasse guère l'esquisse à grands traits des causes profondes et/ou directes de la crise économique à chercher dans les structures mêmes du système capitaliste.

Ainsi, et pour ce faire, nous allons essayer d'appréhender cette problématique en deux temps: on mettra d'abord l'accent sur les *origines structurelles de la crise économique dans le système capitaliste* (A) pour s'intéresser ensuite et de plus près aux *déclencheurs directs de la crise actuelle* (« crise 2008 ») (B).

A- **ORIGINES STRUCTURELLES DE LA CRISE ECONOMIQUE DANS LE SYSTEME CAPITALISTE OU LA CRISE COMME FATALITE RECURRENTE DU CAPITALISME**

Les crises économiques sont récurrentes dans le système capitaliste; elles se succèdent mais ne se ressemblent point. En fait et de part sa longue marche historique forcée, le capitalisme s'est développé suivant une évolution cyclique se balançant entre croissance et crise dans une sorte de

---

[1] Dans les développements qui suivent, nous l'appelons « crise 2008 » nonobstant le fait qu'elle continue d'être toujours vivace et de produire ses effets destructeurs tous azimuts.

mouvement découpé en de larges dents de scie. La situation parait quasiment régulière de sorte qu'on a vu se développer nombre de théories dites de cycle[2]. De telles théories semblent pécher par leur côté mécanique, voire mécaniste et réducteur, relevant en quelque sorte d'un déterminisme fataliste. Elles semblent dire, par ailleurs et pour ce qui nous intéresse, que les crises itératives – plus ou moins espacées– du système capitaliste seraient toujours suivies de périodes de croissance qu'on peut faire durer si l'on maîtrise les mécanismes de base ou les causes profondes des crises économiques passées.

En fait, il est des économistes qui avancent, non sans raison, que la crise actuelle est si grave qu'elle n'aurait de comparable que celle des années 1930[3]. Pis encore, certains surenchérissent qu'il s'agirait probablement de la crise « finale » du capitalisme. C'est le cas de l'éminent sociologue américain Immanuel Wallerstein qui n'hésite pas à soutenir que: « *nous sommes entrés depuis trente ans dans la phase terminale du système capitaliste. Ce qui différencie fondamentalement cette phase de la succession ininterrompue des cycles conjoncturels antérieurs, c'est que le capitalisme ne parvient plus à "faire système"(…). Le capitalisme touche à sa fin.* ». (Wallerstein, 2008)

Quoiqu'il en soit, la leçon à retenir de ce qui précède, est que le système capitalisme connait des crises récurrentes dont la gravité varie d'une crise à une autre. Toutefois, la crise actuelle qui le ronge depuis l'été 2007, est, à coup sûr, d'une gravité si inouïe qu'elle risque de constituer une tournure sans précédent dans sa longue marche historique forcée.

B - LES GOUTTES QUI ONT FAIT DEBORDER LE VERRE : DES « DETONATEURS » DE LA CRISE FINANCIERE ET ECONOMIQUE

Les germes « directs » de la présente crise économique ont été semés au début des années 1990 avec la fin de la guerre froide et la chute du communisme: le monde ne sera plus jamais le même. Des changements économiques et sociaux spectaculaires sont d'ores et déjà au rendez-vous. C'est dire que les origines directes de cette crise financière sont à la fois géopolitiques, économiques et mondiales. Les « subprimes » ne sont en fait que la dernière goutte qui a fait déborder le verre. Ces origines peuvent être résumées dans les deux points suivants : le triomphe voire l'apothéose du libéralisme (1) ainsi que des liquidités à profusion entre les mains des grands établissements financiers multinationaux (2).

1) L'« apothéose » du libéralisme

La chute du bloc socialiste symbolisée par la chute du mur de Berlin fut certainement un événement historique marquant de la fin du XXe siècle. Il a immédiatement signifié, au moins pour un grand nombre de personnes, le triomphe « final », indéniable et spectaculaire du libéralisme… Sur un plan purement financier, ceci s'est rapidement concrétisé par une libéralisation sans précédent des crédits… C'est l'avènement de "l'ère des risques".

Pour leur part, des Etats ou des gouvernements, acquis à la cause du libéralisme, ont entrepris avec enthousiasme la chasse au déficit budgétaire… même au détriment du bien-être de la population. Bien des partis politiques et des syndicats de tendance « gauchiste » (partis travaillistes, socialistes, communistes ou « néo-communistes »), affichent leur conversion explicite ou déguisée à l'idéologie libérale et à la mondialisation.

---

[2] Il existe un grand nombre de théories des cycles. Pour plus de développements, on peut se référer notamment aux théories de Clément Juglar (1819-1905), de Simon Kuznets (1901-1985), de Joseph Kitchin (1861-1932), de Wesley C. Mitchell (1874-1948) ou encore et surtout celle de Nikolaï D. Kondratiev (1892-1938).

[3] Voir à titre indicatif: (Claude Dupuy, 2008) ; (H. BEN HAMMOUDA et M. SADNI JALLAB, 2008) ; (Dominique PLIHON, 2010)…

C'est aussi l'époque du triomphe de la bourse, des traders et des bonus à coup de millions voire de milliards de dollars ! Les systèmes de contrôle des établissements bancaires sont de facto balayés par les nouveaux systèmes de « régulation ouverte » synonyme de contrôle laxiste nonobstant des accords et des conventions de types Bales 2 ou Bales 3[4]. C'est l'heure de la titrisation de toutes sortes de crédits ; de la finalisation de la globalisation financière, de l'ouverture tous azimuts… le tout synonyme de crédits faciles. Les capitaux coulent à flot d'un coin du monde à un autre ; une nouvelle ère de croissance et d'enrichissement semble être ouverte.

2) La surliquidité des grands établissements financiers

La surliquidité des établissements financiers occidentaux et plus particulièrement américains, peut s'expliquer –entre autres et– principalement par une création monétaire abusive (a) et par l'abondance des pétrodollars (b).

a- La création monétaire abusive

De nos jours, la création monétaire est assurée par deux types d'acteurs: la Banque centrale et les banques commerciales (dites aussi banques de second rang). La première crée la monnaie fiduciaire (monnaie divisionnaire et billets de banque) et les secondes la monnaie scripturale qui se base sur les crédits et qui, de surcroît, constitue l'essentiel des moyens de paiement en circulation (plus 90% en moyenne !). C'est ce qu'on appelle aussi le système des « *réserves fractionnaires* ».. expression qui cache mal le fait qu'il s'agit d'une création monétaire *ex nihilo* ; mécanisme structurel dans le système capitaliste moderne, qui plus est, porteur potentiel de bulles financières et de crise économique[5].

b- L'abondance des pétrodollars

L'abondance des liquidités liées au commerce des produits pétroliers fut constaté suite à l'accroissement sans précédents des cours des produits pétroliers conséquemment à l'explosion de la demande de ces derniers; mais aussi suite à l'augmentation considérable de l'épargne publique (en devises fortes) de certaines économies émergentes notamment la Chine et l'Inde. En effet, les cours du pétrole se sont rapidement grimpés en flèche à compter de l'année 2002 pour frôler les 150$/baril en juillet 2008. Plusieurs facteurs ont concouru à cette évolution devenue inéluctable, aussi bien du côté de l'offre des produits énergétiques (i) que de leur demande (ii).

i) du côté de l'offre, l'évolution de la production des intrants pétroliers n'a pas pu suivre celle de leur demande; ceci est dû essentiellement à la guerre du Golfe[6] et aux problèmes politico-

---

[4] Il s'agissait au début de l'*Accord de Bâle de 1988* ou « *Bâle I* » comprenant un ensemble de recommandations élaborées (sous l'égide de la Banque des règlements internationaux) par un comité comprenant des responsables de banques centrales des pays du G10, appelé « Comité de Bâle ». Ces recommandations visaient à assurer la stabilité du système bancaire international en fixant une limite minimale à la quantité de fonds propres d'une banque par rapport à l'ensemble des crédits accordés par cette même banque. A partir du milieu de 2004, un Nouvel Accord de Bâle (ou Bâle II) voit le jour. Il s'agit encore de normes prudentielles plus « sévères » (dont principalement le ratio Mac Donough destiné à remplacer le ratio Cooke) ; normes visant toujours à mieux appréhender les risques bancaires et principalement le risque de crédit comparativement aux fonds propres des établissements bancaires. Quant aux Accords de Bâle III (décembre 2010), ils ont vu le jour dans le sillage de la crise financière de 2007 et sous l'impulsion du FSB (Financial Stability Board) et du G20 (Groupe des 20 pays les plus industrialisés). Il s'agit d'une réforme –en cours de mise en route– faisant partie des initiatives prises pour juguler la crise financière.

[5] Pour plus de détails sur la crise économique et sa relation avec la création *ex nihilo* de la monnaie par les banques privées voire par la banque centrale, on peut se référer, entre autres, à la traduction française de l'ouvrage de l'économiste américain très controversé Thomas E. Woods Jr., « *Metdown* » publié en 2009 aux Etats-Unis et traduit en langue française en 2010 sous le titre «*Débacle* ». (Cf : Thomas E. Woods Jr., 2010).

[6] La première et surtout la 2^{e} guerre du Golfe ont entraîné une forte baisse de l'exportation du pétrole de l'Irak qui, jusqu'alors, fut l'un des grands acteurs mondiaux en la matière.

sociaux que connaît le delta du Niger[7]. Ainsi, la guerre destructrice entre l'Irak et l'Iran (pendant huit longues années), la première guerre du Golfe et les sanctions de l'ONU qui l'ont suivie (à compter de 1990) et enfin la non moins destructrice seconde guerre du Golfe (à compter de l'année 2003) et toute l'instabilité économique, politique et sociale qui l'a engendrée; tous ces événements dramatiques n'ont fait qu'impacter négativement la production et les exportations pétrolières et gazières irakiennes: moins de 1,5 million baril/jour en moyenne en 2010/11 contre 3 en 1979![8] sans parler des millions de personnes tuées, mutilées à vie, déplacées…Ainsi, « *avec les 4e réserves mondiales de pétrole et les 11e de gaz, l'Irak n'est aujourd'hui qu'un modeste exportateur de pétrole et est absent du secteur gazier.* »[9]

Pour ce qui est du Nigeria et avec une production moyenne de 2,5 millions barils/jour, ce grand pays africain occupait certaines années le rang du 5e producteur de l'OPEP[10] et le 12e au niveau mondial (IFP, 2010). Toutefois, « *L'insécurité dans la zone du delta du Niger, ainsi que le vol de pétrole à grande échelle entraînent une chute de la production qui s'établit aujourd'hui à 1,8 millions barils/j, pour une pleine capacité de 3 millions barils/j. Le Nigeria a même dû céder sa place de principal producteur subsaharien au profit de l'Angola*»[11]. En outre et en raison des pratiques financières douteuses voire criminelles, ce pays est cité comme étant –et même de très loin- le plus soumis aux fuites de fonds par des détournements illicites hors continent, estimés à 165,7 milliards de dollars durant la période (1970-2004)[12].

ii) *du côté de la demande mondiale pour les produits énergétiques*, celle-ci a connu une forte progression due, bien entendu, à l'accroissement des besoins qu'engendre la croissance économique de la société humaine dans sa globalité, qui plus est, pour le moins "naturelle"… mais aussi et surtout à la forte progression continue et soutenue de la demande de certaines économies émergentes dont notamment la Chine et l'Inde. Déjà en 2006, la Chine représentait le deuxième plus gros consommateur d'énergie après les Etats-Unis. Certes, sa consommation de pétrole ne représente qu'environ le tiers de ces derniers (soit environ 7 millions de barils par jour[13]), mais la croissance de cette consommation en est presque deux fois plus rapide, ce qui lui donne un poids non seulement considérable sur le marché pétrolier mais surtout un poids régulièrement croissant sur la scène économique et politique internationale. Ainsi, en 2010 et selon un communiqué de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE)[14], la Chine serait même déjà le premier consommateur mondial d'énergies devant les Etats-Unis. Mieux –ou pis– encore, c'est toute la demande asiatique qui «continue de dépasser les attentes», note un autre rapport de l'AIE (2010)[15]!

---

[7] A rappeler que le Nigeria est le premier pays producteur du pétrole en Afrique. Il connaît une instabilité politique et sécuritaire, notamment dans sa région richissime en pétrole -le delta du Niger- dont la population n'a tiré de cette richesse que pauvreté, pollution et maladies de toutes sortes. Cette population se soulève régulièrement et parfois violemment contre les installations pétrolières implantées dans cette région. Ceci n'a pas manqué d'influencer la production et l'exportation du pétrole nigérien.

[8] Pour plus de détails, voir IFP Energies Nouvelles, Panorama 2011, L'Irak: retour sur la scène pétrolière et gazière, coll. "Le point sur", Rueil-Malmaison– (France) 2010

[9] Idem

[10] Le Monde 15/04/2011

[11] Cf. France diplomatie (site officiel de la diplomatie française), consulté le 12/10/2011 : http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/nigeria_353/presentation-du-nigeria_1008/donnees-generales_1669.html

[12] Cf. Rapport de l'organisation non gouvernementale Global Financial Integrity, « *Illicit Financial Flows from Africa: Hidden Resource for Development* », Washington, DC, USA, Mars 2010, p.15 http://www.gfip.org/storage/gfip/documents/reports/gfi_africareport_web.pdf

[13] D'après un rapport de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE); cité par Aujourd'hui la Chine et publié en ligne le 30/10/2006 in http://chine.aujourdhuilemonde.com/

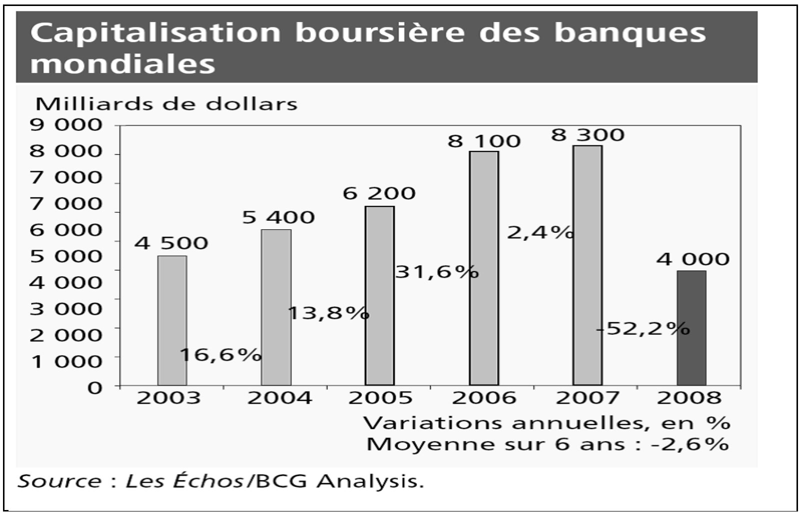
[14] Rapport AIE publié le 20 juillet 2010, cf.: http://www.iea.org/index_info.asp?id=1479

[15] Cité par le Figaro.fr du 12/03/2010

En plus bref, d'un côté, la demande pour les produits pétroliers augmente régulièrement et manière bien soutenue ; de l'autre, l'offre correspondante –comme sa progression d'ailleurs–, se trouve contrariée par bien des entraves … Le résultat, comme on doit s'y attendre, une flambée des cours de pétrole sans précédent; et donc, un nouveau choc pétrolier. Le cours du baril de pétrole a battu record sur record pour atteindre 147 $/baril en 2008. Ceci a rendu économiquement faisable et parfaitement porteuse, la transformation de certains produits alimentaires en produits énergétiques (éthanol, blé, orge, maïs…). Le choc pétrolier a provoqué ainsi dans son sillage une crise alimentaire[16] et a donné un coup de fouet à l'inflation et au chômage; signes annonciateurs du début d'une crise économique bien plus étendue et plus destructrice que ce qu'on s'y attendait.

Il est à souligner un aspect apparemment avantageux du choc pétrolier, c'est l'accroissement de l'épargne en pétrodollars des pays exportateurs de pétrole et, concomitamment ou conséquemment, l'hypertrophie des liquidités bancaires à l'échelle mondiale… Cette hypertrophie fut « dopée » par ailleurs par l'épargne de certains pays émergents notamment la Chine qui connaissait (et connaît toujours) une croissance économique inouïe.

Ainsi et à titre indicatif, la capitalisation boursière des banques mondiales est presque doublée en l'espace de 4 ans entre 2003 et 2007 en passant de 4,5 à 8,3 trillions de dollars américains comme le montre le tableau suivant :



Cité in (IFRI, 2009, p.38)

Il est à remarquer aussi la chute spectaculaire de cette même capitalisation de plus de la moitié en l'espace de quelques mois seulement et ce dès le début de la crise (en 2008) pour retrouver un niveau plus bas que celui de l'année 2003.

En bref, entre 2003 et 2008, on assiste à une surliquidité bancaire allant crescendo et formant une véritable « bulle financière » de plus en plus déconnectée de la réalité économique… Et c'est justement cette surliquidité qui a favorisé, au passage, la distribution facile voir laxiste des crédits tous azimuts.

[16] La crise alimentaire n'a pas eu l'intérêt qu'elle mérite auprès des économistes et autres décideurs économiques et politiques notamment dans les pays dits développés pour la simple raison –semble-t-il– qu'elle a touché essentiellement les pays dits du « Tiers-monde » voire du « Quart-monde »… Les grandes puissances économiques appliquent ainsi la politique dite "deux poids, deux mesures" en fonction de leurs propres intérêts nationaux.

En tout état de cause, l'abondance –voire la surabondance– des liquidités a poussé les établissements financiers, notamment américains, à inventer divers produits financiers dont les plus tristement célèbres sont indéniablement les "*subprimes*" considérés depuis 2008 comme étant l'une des expressions les plus tragiques de la crise économique et financière de ce début de XXIe siècle.

AXE II – PRINCIPAUX SYMPTOMES DE LA CRISE FINANCIERE ET ECONOMIQUE

Plusieurs faits constituent des expressions perceptibles de la crise financière et économique actuelle. Nous allons nous en tenir à trois que nous jugeons les plus importantes : La crise des «subprimes» (I) ; la défection de grands établissements bancaires ou financiers (II) et l'aggravation des déséquilibres macroéconomiques (III).

I - La crise des « subprimes » (2007 – 2008)

Les « subprimes »[17] constituent un (ou plutôt le) facteur déclencheur de la crise financière. Pour simplifier –au risque de verser dans le simplisme–, nous disons qu'il s'agit de prêts accordés – dans des conditions parfois suspectes– par les banques américaines à des ménages présentant bien des signes d'insolvabilité et qui, par conséquent, finissent par ne plus être en mesure d'honorer leurs engagements. Le phénomène est tel que certains prêts sont dits «*No doc*» (les emprunteurs n'avaient pas à présenter de justificatifs sur leur revenu ou leur patrimoine) ; ce qui se traduit par des taux d'intérêt plus élevé que le normal et qui, de surcroît, augmentent au fil des années. Pis encore, selon George SOROS dans son livre « La Vérité sur la crise financière », certains prêts sont dits « ninja » (*no income, no job, no asset* : c'est-à-dire « *accordés à des emprunteurs sans revenu, sans emploi, sans patrimoine !* »)[18].

Il convient aussi, à ce niveau, de souligner la technique de la « titrisation » qui consiste grosso modo à transformer des crédits distribués en titres négociables[19]. Ce procédé permet aux banques d'en tirer au moins deux avantages : d'une part, se débarrasser des crédits les plus risqués (qualifiés de « toxiques») et, d'autre part, « assainir » leurs bilans pour mieux contourner les réglementations dites «prudentielles» telles Bâle I, Bâle II… (Voir supra). A souligner aussi que la titrisation constitue, à notre humble avis, le vecteur principal de propagation de la crise à d'autres établissements financiers situés dans d'autres contrées que le lieu de déclanchement de la crise, en l'occurrence les Etats-Unis.

En fait, l'immobilier américain a connu une croissance importante durant la première moitié des années 2000 ; une véritable bulle immobilière dopée notamment par des crédits hypothécaires de type « *subprimes* ». Mais, peu à peu, ces derniers commencent à relever de la magie et de la fiction. Or, comme toutes les fictions ont une fin, la réalité finit toujours par les rattraper et tous les tours de passe-passe ne peuvent plus fonctionner et encore moins réparer l'irréparable ! Ainsi, à compter de 2007 et sous la pression d'innombrables défections des paiements des mensualités échues et des saisies qu'elles entraînent, l'immobilier subissait une forte chute. En effet, en 2007,

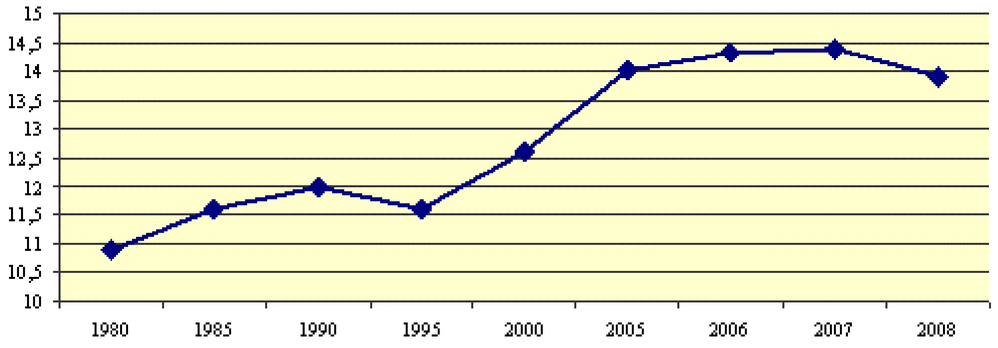
[17] Sur un plan purement étymologique, lorsque le crédit est accordé à emprunteur fiable, les banquiers américains le taxent de « *prime* ». En revanche, lorsque présente un risque élevé d'insolvabilité et, donc, assorti d'une «cote » de risque, il est dit « *subprime* ».

[18] Soros G., La Vérité sur la crise financière, Denoël, coll. « impacts », 2008
Cité in (LACOSTE, 2009, p. 49)

[19] La crise financière a montré que la titrisation se prête à des montages parfois si complexes qu'ils relèvent quasiment de la machination (au sens péjoratif du terme) : Certains titres sont créés sur la base d'autres titres eux-mêmes établis sur des crédits…

près de 2 millions de maisons ont été saisies pour défaut de remboursement[20]. Pire encore, le total des saisies pour 2008 dépasserait les 5 millions[21]. En outre, toujours en 2008, 12 millions de ménages américains possédant un logement sont, à cette date, endettés au-delà de la valeur de leurs biens immobiliers, soit 16 % des 75,5 millions de propriétaires[22] ; alors qu'ils n'étaient que 4 % dans cette situation en 2006[23].

Évolution de l'endettement des ménages américains (1980 - mi-2008) (en % du revenu disponible)



Source : US Federal Reserve Board

Cette situation n'a point manqué d'impacter négativement les établissements financiers américains dans un premier temps avant de toucher d'autres situés hors du territoire de l'Oncle Sam ; un autre signe qui ne trompe pas de la crise financière systémique et de son ampleur !

II - Défection de grands établissements bancaires ou financiers

A la suite d'échanges massifs de titres subprimes hautement « toxiques » notamment au niveau des marchés interbancaires, bien des banques y laissèrent des plumes parfois jusqu'à la débâcle fatale. Dans ces conditions et pour un long moment, les banques ne se faisaient plus confiance et la liquidité disparaissait quasiment de ces marchés. La crise des liquidités a levé le dernier voile sur la crise financière à compter de l'été 2007. Dans la stupéfaction générale, les faillites et les mises sous tutelle de bien des banques et autres organismes financiers de renom, se succèdent comme par un effet domino.

Le phénomène est aggravé par le fait que la faillite d'une grande banque déclenche celles d'autres banques et d'autres entreprises, par une sorte d'effet d'entraînement. A titre indicatif, citons quelques faits marquants de cette crise: Fermeture de ses trois fonds d'investissement par BNP-Paribas (août 2007) ; Northern Rock en quasi-faillite (sept. 2007) ; la Société Générale (en France) perd 2 milliards d'euros en subprime (janv. 2008) ; deux grandes institutions américaines de refinancement hypothécaire : Fannie Mae et Freddie Mac mises sous tutelle par le Trésor américain (sept. 2008) ; faillite spectaculaire du géant américain Lehman Brothers (sept. 2008)… et ce n'est que le début !! La crise financière prendra rapidement des allures de crise économique

[20] Source : *Les Echos* du 6 novembre 2008 cité in LACOSTE Olivier (2009), p.14
[21] Idem
[22] Idem
[23] Idem

plus large et donc plus dévastatrice. Dans ces conditions, la FED[24] et les pouvoirs publics américains se sont trouvés obliger d'intervenir pour sauver ce qui peut l'être… mais, comme toujours, à l'avantage et au profit des banquiers et aux dépens des contribuables.

En bref, la crise des subprimes et la débâcle de plusieurs organismes financiers de taille, ont constitué à coup sûr des signes pour le moins symptomatiques de la crise ; elles ne sont cependant pas les seules : l'autre expression –de la crise– qui ne trompe pas, réside dans l'aggravation des déséquilibres économiques cristallisés par la recrudescence du chômage.

III - Recrudescence du chômage comme incarnation de l'aggravation des déséquilibres macroéconomiques

Le nombre de personnes au chômage a atteint 205 millions de personnes en 2010 pour un taux de chômage de 6,2% ; des chiffres sensiblement égaux à ceux de 2009 mais qui représentent néanmoins un accroissement dépassant les 27 millions de personnes de plus qu'en 2007 –à la veille de l'amorce de la crise économique mondiale– (B .I.T, 2011, p.viii). Par ailleurs et à titre indicatif, même en 2012, le taux mondial du chômage des jeunes reste figé à son plus haut niveau soit **12,7%** et ne devrait pas redescendre avant 2016 au moins, selon l'OIT (OIT, 2012). C'est le même taux enregistré au pic de la crise atteint en 2009 et légèrement en dessus de celui de 2011 (soit 12,6%) (idem). Pis encore, l'OIT de constater sinistrement que « *le taux serait même plus élevé si l'on prenait en compte ceux qui – souvent découragés par le manque de perspectives – abandonnent ou reportent leur recherche d'emploi. Le taux ainsi ajusté situerait le taux de chômage mondial des jeunes à 13,6 pour cent en 2011* »[25]. Ainsi, « *le monde aborde l'année 2012 en étant confronté à une dure réalité: un travailleur sur trois est actuellement au chômage ou pauvre. A savoir, sur une main-d'œuvre mondiale de 3,3 milliards d'individus, 200 millions sont sans emploi et par ailleurs 900 millions d'individus et leurs familles vivent au-dessous du seuil de pauvreté fixé à 2 dollars EU par jour. En fait, comme ces estimations de la pauvreté n'incluent pas les pauvres qui sont dans les économies développées, l'étendue du déficit de travail décent est en réalité sous-estimée.* ». (OIT, 2012, p. 35)

En somme, le constat amer est que, plusieurs années après son déclenchement, la crise continue de perdurer et que la reprise économique n'est pas encore à l'ordre du jour. Toutefois et à la faveur de cette crise, « L'Etat Providence » que le triomphe retentissant du libéralisme -vers la fin des années 1980- semblait enterrer définitivement, rejaillit de ses cendres ; il n'a pas encore dit son dernier mot !

En effet, diverses mesures ont été prises pour endiguer la crise et tenter d'atténuer ses effets : nationalisation de certaines banques en difficulté ; rachat par des autorités publiques des titres dits « toxiques » ; des contrôles plus stricts des banques commerciales par les banques centrales… Cependant et nonobstant toutes ces mesures et bien d'autres, la crise économique n'est pas encore prête de finir son ouvrage destructeur. Peut-être vivons-nous le passage d'un monde vers un autre foncièrement différent ?

---

[24] La ***Fed***, la **Réserve fédérale** ou ***Federal Reserve*** (ou plus exactement ***Federal Reserve System)*** est la banque centrale des États-Unis d'Amérique. Elle présente la particularité d'être plutôt privée et n'est pratiquement soumise à aucun contrôle du gouvernement ou du public américain ! une autre source de prévarication et de crise potentielle.

Pour plus de détails parfois choquants : voir (A. C. SUTTON, 2009) ou encore : Eustace Mullins, *Les Secrets de la Réserve Fédérale* (1952), traduit en français par Jean-François Goulon aux éditions *Le retour aux sources* (Paris, 2010)

[25] http://www.ilo.org/global/research/global-reports/global-employment-trends/youth/2012/WCMS_181064/lang--fr/index.htm

CONCLUSION

L'Histoire du système capitaliste est jalonnée de périodes de crises et de croissance mais aussi de guerre et de désastres sociaux et humains… le prix à payer pour le progrès ou ce qui paraît comme tel. Les crises du système capitaliste s'enchaînent et se rapprochent dans le temps mais ne se ressemblent point et deviennent de plus en plus absconses et donc de plus en plus difficiles à gérer. Aujourd'hui, le monde de la finance semble bien affligé ou du moins dérouté. Le temps est à la remise en question de certains credo paraissant jusqu'alors indéniables voire irréfutables.

Mais, et comme par le passé, chaque fois en plein période de crise, le mot d'ordre qui revient comme un refrain indémodable, est qu'il faut plus de régulation de la finance et des marchés et plus d'éthique pour éviter une nouvelle crise ... A chaque fois, la leçon semble être bien retenue ! En fait, il n'en est rien puisque, à notre humble avis, le capitalisme, de part ses structures et son mode de fonctionnement, semble contenir les germes pathologiques et malins de ses propres crises. D'ailleurs, l'idéologie libérale dominante de la suprématie de l'autorégulation des marchés, ne laisse que peu de marge de manœuvre aux mesures de régulation entreprises ici et là. Le fait aussi est que le lobby bancaire et financier domine –surtout et quasiment sans partage au niveau monétaire et financier– et la création monétaire *ex nihilo* dont il a les rênes, constituent l'un des facteurs fondamentaux de la genèse et de la propagation des crises.

En tout état de cause, le constat accablant est que « *la crise financière de la fin 2008 a été le facteur déclenchant du ralentissement économique le plus grave depuis la Seconde Guerre mondiale. La Grande Récession, comme certains l'ont appelée, continuera d'assombrir les économies dans les années à venir en raison de son héritage, qui comprend notamment le chômage et la dette publique*. » (B. Keeley et P. Love, 2010)

Dans ces conditions, la question qui commence à hanter les esprits de nombreux acteurs politiques et décideurs économiques, est de craindre qu'il s'agirait d'une « méga-crise » à l'image de celle de 1929 ou pire; peut-être la « crise finale » qui sonnerait le glas du capitalisme ; une crise tant pressentie ou attendue voire convoitée par les détracteurs ô combien nombreux du ce système. En tout cas, plus qu'une simple expression d'un déséquilibre économique et/ou financier, la crise actuelle est indéniablement un moment historique charnière : la fin d'un monde et le début d'un autre.

Mohamed HAISSOUNE

Eléments bibliographiques

- **ATTALI Jacques**, *La crise et après ?* Editions Librairie Arrhème Fayard, Paris, 2008, 2009, Coll. « Le Livre de Poche »
- **B.I.T** (Bureau International du Travail), *Tendances mondiales de l'emploi 2011, le défi d'une reprise de l'emploi*, Genève, OIT, 2011
- **BEAULIEU J.F.**, *La Crise de 1929 et ses causes : un parallèle avec la crise de 2008*, janv. 2009. Article publié sur son site dédié à l'étude des crises économiques :
- **BEN HAMMOUDA Hakim** et **SADNI JALLAB Mustapha**, *La grande dépression de 1929, est-elle de retour ?* in Recherches Internationale, N° 84, Oct-Déc. 2008, pp. 61-86.
- **CASTEX Patrick**, *La chute : théorie de la crise actuelle du capitalisme, Taux d'intérêt et taux de profit, 2000-2008* : *crise financière ou crise réelle*? Ed. L'Harmattan, Paris, 2008
- **DUPUY Claude** (entretien avec -), in *Crise financière 2007-2008 : les raisons du désordre mondial*, Documentation Française, Novembre 2008.

  http://www.causes-crise-economique.com/1929-2008.htm
- **IFP** , Energies Nouvelles, *Panorama 2011, L'Irak: retour sur la scène pétrolière et gazière*, coll. "Le point sur", Rueil-Malmaison– (France), 2010.
- **IFRI** (Institut Français des Relations Internationales, 2009), *Ramsès 2010*, Ed. IFRI, Paris
- **KEELEY Brian et LOVE Patrick**, *De la crise à la reprise, Causes, déroulement et conséquences de la Grande Récession*, Editions de l'OCDE 2010, Coll. « Les essentiels de l'OCDE »
- **LACOSTE Olivier**, *Comprendre les crises financières*, Éditions Eyrolles, Coll. « Eyrolles Pratique », Paris, 2009
- **MOUHOUBI Salah**, *La face cachée de la crise financière mondiale*, L'Harmattan, Paris, 2009
- **O.I.T** (Organisation internationale du Travail)/**BIT**, *Tendances mondiales de l'emploi 2012, Prévenir une aggravation de la crise de l'emploi*, (Rapport OIT), Genève, 2012.
- **PLIHON Dominique**, *Le capitalisme et ses crises : peut-on comparer les grandes crises de 1873, 1929, 2008?* Edition les Temps Nouveaux, Mai 2010.
- **SIMON Alain**, *Le temps discrédit, Crise des créances, crise des croyances,* Edition Eyrolles, 2008
- **SUTTON Antony C.**, *Le complot de la Réserve Fédérale*, Editions Nouvelle Terre, Coll. « Le monde en d'autres perspectives » , 2009.
- **Thomas E. Woods Jr**. , *Débâcle*, (traduit de l'américain par Yali N'Diaye), Editions Valor, Hendaye, 2010

  Traduit en français par Pierre Mazé; Titre original : « *The federal Reserve compiracy* » publié par CPA Book Publishers,BORING, Etats-Unis, 1995
- **WALLERSTEIN Immanuel**, "*Le capitalisme touche à sa fin*", (interview) in LE MONDE **du 11 Octobre 2008.**